

**Séance publique du 24 novembre 2022
à 18h**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2022-184

Développement économique

Accueil et accompagnement
des entreprises

Aide à l'immobilier
d'entreprises
Création d'un dispositif
communautaire

Abrogation de la délibération
du Conseil communautaire
n° DCC 2018-003 du
30 janvier 2018

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **18 novembre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Pierre Barnet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Jean-Yves Boire - Michelle Bouchet - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Philippe Chatre (*suppléant de Martine Roffat*) - Christine Chevillard - Patrick Collet - Aimé Combaret - Sandra Creuzet-Taite - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - Christian Dorange - David Dozance - Catherine Dufossé - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Annie Gerenton - Gilles Goutaudier - Patricia Goutorbe - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Christelle Lattat - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Stéphane Mathias (*suppléant de Marie-Christine Bravo*) - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Yves Perrin - Philippe Perron - Marcel Peuillon - Éric Peyron - Serge Pralas - Didier Prunet - Vickie Redeuilh - Marie-Hélène Riamon - Alain Rossetti - Jean Smith - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	61
Pouvoirs	17
Pour	76
Contre	2
Abstention	0

Certifié exécutoire	28/11/2022
Reçu en Préfecture	28/11/2022
Publié	28/11/2022

Etaient absents :

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Franck Beysson			Christine Chevillard
Romain Bost			Maryvonne Loughraieb
Marie-Christine Bravo		Stéphane Matias	
Jean-Luc Chervin			Véronique Mouiller
Pierre Coissard	X		
Jean-Marc Detour			Catherine Brun
Itidal Fadhoun Barboura	X		
Quentin Guillermin			Vickie Redeuilh
Fabien Lambert			Adina Lupu Bratiloveanu
Hélène Lapalus			Christian Dorange
Sébastien Lassaigue	X		
Christian Laurent			Eric Martin
Franck Maupetit			Annie Gérenton
Lucien Murzi			Edmond Bourgeon
Nabih Nejjar			Isabelle Berthelot
Mahdi Nouibat			Jean-Jacques Banchet
Gilles Passot			Marie-Laure Dana Burnichon
Jade Petit			Sandra Creuzet-Taite
Christophe Pion	X		
Stéphane Raphaël			Hervé Daval
Clotilde Robin			Yves Nicolin
Martine Roffat		Philippe Chatre	
Sophie Rotkopf			Corinne Troncy
Isabelle Valcourt	X		

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance : Pierre Devedeux.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1511-1, L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022, portant statuts de Roannais Agglomération, et notamment la compétence obligatoire « Développement économique » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° DCC 2017-188 du 29 novembre 2017, approuvant la convention pour la mise en œuvre des aides économiques par les communes, leurs groupements et la Métropole de Lyon dans le cadre de la loi NOTRe avec la Région Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu la délibération complémentaire du Conseil communautaire n° DCC 2018-003 du 30 janvier 2018 ayant créé un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises afin de renforcer l'action de Roannais Agglomération en direction du développement des entreprises et de l'emploi, de soutenir le développement des sociétés implantées sur le territoire et de se donner les moyens d'une prospection active d'entreprises exogènes ;

Considérant que le dispositif communautaire vise à apporter une aide directe de Roannais Agglomération pour les projets d'immobiliers d'entreprises, dès lors que ces derniers se traduisent par un impact significatif sur l'emploi ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le dispositif communautaire d'aide à l'immobilier d'entreprises et de créer un nouveau dispositif basé sur les conditions suivantes :

1. Nature des opérations :

Subvention octroyée dans le cadre d'investissements immobiliers des entreprises en qualité de propriétaire ou locataire des terrains et bâtiments (construction, extension, rénovation, acquisition, ...), situés sur le territoire de Roannais Agglomération.

2. Bénéficiaires :

Entreprises industrielles et de services aux entreprises, sociétés de crédit-bail immobilier portant l'investissement, sociétés d'économie mixte – SEM (il est précisé qu'en cas de portage par une SEM, l'aide communautaire sera plafonnée dans le cadre du régime d'exemption de Minimis), et sociétés civiles immobilières – SCI (sous réserve de la signature d'une convention tripartite entre la Communauté d'agglomération, la SCI porteuse de l'investissement et la société d'exploitation, bénéficiaire finale de l'aide).

3. Critères et modalités d'attribution :

Aide à hauteur de 10 % du montant de l'investissement immobilier, plafonné :

- à hauteur de 1 000 € (mille euros) / emploi créé sous 3 ans, dès lors que le bénéficiaire s'engage sur un programme de création de 30 emplois minimum sous 3 ans, en CDI, comptabilisés en équivalent temps plein, et sur le territoire de Roannais Agglomération.
- à hauteur de 1 000 € (mille euros) /emploi créé sous 10 ans, dès lors le bénéficiaire s'engage sur un programme de création de 600 emplois minimum sous 10 ans, en CDI, comptabilisés en équivalent temps plein, et sur le territoire de Roannais Agglomération.

Par ailleurs, l'entreprise devra prendre les engagements suivants :

- Pour celle propriétaire, ne pas céder l'immeuble, sans accord de l'EPCI, pendant les 5 années qui suivent la décision (délibération) de l'EPCI octroyant la subvention.
- Pour celle locataire, rester dans les locaux pendant une durée minimum de 6 ans, ou de 3 ans dans le cadre d'une implantation ultérieure d'un site industriel pérenne sur le territoire de Roannais Agglomération à compter de la décision (délibération) de l'EPCI octroyant la subvention.
- Obligation d'acquérir le bâtiment au terme du crédit-bail ou de réaliser la Promesse Unilatérale de Vente (PUV).

4. Procédure :

L'entreprise devra fournir les renseignements préalables suivants :

- Lettre d'intention pour solliciter l'aide de Roannais Agglomération
- Note de présentation de l'entreprise et de son projet, extrait kbis, RIB
- Décision de l'établissement bancaire assurant le financement du projet
- Attestation annuelle de mise à jour de ses obligations fiscales et sociales
- Récépissé du dépôt de la demande de permis de construire
- Avant-projet sommaire (APS), devis et plans
- Business plan à trois ans

5. Modalités de versement de l'aide :

- Versement annuel au gré de l'accomplissement du programme d'emplois dans un délai de 3 ans ou 10 ans à compter de la signature de la convention de financement d'aide à l'immobilier d'entreprise.
- Justification du nombre d'emplois créés : justificatif des embauches CDI (déclarations URSSAF et état des effectifs au 31 décembre de chaque exercice – source DADS).
- L'aide versée par l'EPCI fera l'objet d'une convention attributive dont la durée sera au maximum de 5 ans (pour un programme de création de 30 emplois minimum) ou de 12 ans (pour un programme de création de 600 emplois minimum).

6. Clause de sauvegarde

Remboursement de l'aide à Roannais Agglomération dans les cas où l'entreprise cesserait son activité ou la délocaliserait avant le terme de la convention.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- Abroge la délibération du Conseil Communautaire n° DCC 2018-003 du 30 janvier 2018 ;
- Approuve le nouveau dispositif communautaire d'aide à l'immobilier d'entreprises selon les conditions présentées ci-dessus.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne